

# CHINE

## **Déclaration écrite de la Chine**

**CHEN Yulu**

**Gouverneur suppléant de la Banque populaire de Chine**

**Assemblée annuelle de la BERD en Jordanie**

J'aimerais tout d'abord sincèrement remercier notre hôte, le gouvernement jordanien, pour l'excellente organisation de cette manifestation et son accueil attentionné.

La reprise de l'économie mondiale s'est confirmée en 2017. La croissance du PIB mondial a atteint 3,8 %, un pic depuis 2011. Les performances des économies avancées ont été meilleures que prévu. L'activité des marchés émergents et des économies en développement a globalement progressé à un rythme soutenu. Les pays d'opérations de la BERD ont maintenu une bonne dynamique de croissance, avec une moyenne de 3,8 %, en nette amélioration par rapport à 2016 (1,6 %). Ce résultat peut s'expliquer, d'une part, par un contexte mondial favorable, marqué par une reprise plus vigoureuse, et le redécollage des prix des produits de base, mais aussi et surtout par les politiques macroéconomiques prudentes, les réformes structurelles et l'amélioration des conditions réglementaires et commerciales constatées dans ces pays et qui visaient à attirer les investissements étrangers.

Pourtant, malgré ce contexte favorable, les pays d'opérations restent confrontés à des défis qui ne peuvent pas être passés sous silence. Dans un climat de montée du protectionnisme et d'hostilité à la mondialisation, des frictions se produisent régulièrement dans les relations commerciales. Le système du commerce multilatéral souffre. La normalisation en cours des politiques monétaires dans les grandes économies risque de se traduire par un resserrement brutal des liquidités au niveau mondial et par une certaine volatilité sur le marché financier international. Par ailleurs, l'escalade de certains conflits géopolitiques, le terrorisme et le problème des réfugiés menaceront la croissance économique, la transition et le développement durable des régions d'opérations de la Banque.

Institution de développement internationale majeure, la BERD apporte un soutien essentiel aux pays qui doivent affronter ces problèmes. Sous la direction du Président Suma Chakrabarti, elle a enregistré de nouveaux résultats record en 2017, aussi bien en termes de projets signés que de volume des investissements. Environ 43 % des investissements réalisés l'ont été dans l'économie verte, ce qui signifie que l'objectif du Programme de transition vers une économie verte a été atteint avec trois ans d'avance. La BERD est à l'origine de 25 % du total du financement accordé à des projets d'énergie durable par les banques multilatérales de

développement.

Parallèlement, et conformément aux six qualités requises – compétitivité, inclusion, bonne gouvernance, dimension verte, résilience et intégration –, la BERD encourage la transition dans ses pays d’opérations, en les incitant à se servir de leurs atouts respectifs pour réduire la dépendance à l’égard de l’extérieur et atténuer le risque de tomber dans ce que l’on appelle le « piège du revenu intermédiaire » (*middle income trap*). Pour l’avenir, nous sommes favorables au *Plan de mise en œuvre de la stratégie 2018-20* et nous nous réjouissons des efforts déployés par la Direction pour diversifier les investissements, développer les prises de participations, promouvoir la bonne gouvernance et la compétitivité, et assurer une transition durable fondée sur de saines pratiques financières. Nous approuvons la volonté de la BERD de renforcer la coopération avec ses homologues, afin de mieux mobiliser les financements extérieurs et de drainer davantage de fonds au service de la transition économique de la région.

La Chine a adhéré à la BERD il y a deux ans et demi. Notre coopération a produit des résultats concrets. La Chine a fourni 250 millions d’euros au Fonds de participations. Ce fonds a d’ores et déjà accordé des financements à long terme dans le cadre d’une dizaine de projets, en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, en Turquie et au Liban, en faveur du

développement durable des secteurs de la finance, des télécommunications, des ressources naturelles et des biotechnologies. Qui plus est, le gouvernement chinois, conscient de l'importance de la sûreté nucléaire pour la sécurité, la stabilité et le développement de tous les pays, participe à la coopération internationale dans le cadre des travaux destinés à empêcher que des fuites ne se produisent sur le site de Tchernobyl. Par ailleurs, la BERD collabore depuis trois ans avec des institutions financières chinoises, notamment avec la Banque industrielle et commerciale de Chine, la Banque agricole de Chine, la Banque de Chine et la China Construction Bank. Celles-ci ont apporté 500 millions d'euros pour le cofinancement de projets dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et des services financiers, en Russie, en Serbie, en Azerbaïdjan, en Pologne, en Jordanie, en Turquie, au Kazakhstan, en Grèce, etc.

Forts de l'expérience de cette coopération, nous aimerions formuler un certain nombre de suggestions :

Tout d'abord, nous pouvons, ensemble, promouvoir la finance verte. Le marché financier vert chinois est le premier de la planète en termes de volumes. En 2017, les émissions d'obligations vertes en Chine ont représenté 250 milliards de yuans, soit plus de 20 % des émissions

mondiales. Fin 2017, l'encours des crédits verts des grandes institutions financières chinoises s'établissait à 8 500 milliards de yuans, soit 9 % du total des crédits en cours. La Chine coopère par ailleurs avec de nombreux pays et forums internationaux, tels que le G20 et l'Organisation internationale de normalisation (ISO), jouant un rôle de premier plan en matière d'établissement de normes internationales. La BERD consacre également beaucoup d'énergie à la mise en œuvre de son Programme de transition vers une économie verte. À l'avenir, la Chine et la BERD pourraient renforcer leur coopération dans le domaine de la finance verte, pour augmenter les crédits « verts » dans les pays d'opérations.

Ensuite, nous pouvons promouvoir le développement de marchés financiers locaux en ayant plus souvent recours aux monnaies locales. Comme nous le savons tous, un usage accru des monnaies locales pourrait permettre de mobiliser l'épargne locale et de réduire les frais de change, tout en garantissant la stabilité financière. La BERD soutient le développement des marchés obligataires en monnaie locale et le développement des prêts libellés dans la devise du pays. La Chine a acquis une bonne expérience des accords de swaps de devises bilatéraux, de la négociation directe de monnaies locales, des chambres de compensation en RMB et des systèmes de paiement transfrontaliers en RMB. Nous souhaiterions faire profiter les membres de la BERD de cette expérience,

afin d'étendre l'utilisation des monnaies locales, de mettre en place davantage d'infrastructures financières et de renforcer les marchés financiers locaux, avec la volonté de mieux satisfaire la demande de développement économique.

Troisième point : nous pouvons améliorer le partage des connaissances. L'étude des expériences et du développement économique des pays en voie de transition a toujours été une priorité de la BERD. Les rapports annuels de la Banque sur la transition ont un important retentissement dans le monde. Parallèlement, la BERD, qui accorde systématiquement une grande priorité au secteur privé, connaît bien les règles internationales dans ce domaine. Elle a accumulé les bonnes pratiques en matière de sélection des projets, de montages financiers et de maîtrise des risques. La Chine aimerait intensifier le partage de connaissances avec la BERD. La Banque populaire de Chine et le FMI ont officiellement inauguré en avril 2018 un centre conjoint de développement des capacités, proposant une formation en macroéconomie et en élaboration de politiques à des responsables des pays de la « Ceinture et Route de la Soie ». Nous serions heureux que la BERD puisse apporter sa contribution à cette entreprise.

Enfin, nous aimerions remercier le Président Suma Chakrabarti, ainsi que la Direction, les Administrateurs et le Personnel de la BERD pour le

remarquable travail effectué en 2017. Nous sommes prêts à rester en étroite communication avec les autres pays membres dans notre représentation, à savoir les Pays-Bas, la Mongolie, la Macédoine et l'Arménie, et à étendre notre coopération avec la BERD. Nous aimerions renforcer encore notre coopération avec d'autres pays membres, en nous servant de la plateforme de la BERD pour favoriser la transition économique des pays d'opérations.